

Les stocks de morue du Nord étant encore plus bas que l'an dernier—nous l'avons appris aujourd'hui—la National Sea et les grandes sociétés se concentreront davantage sur le Scotia-Fundy. Vous verrez qu'elles ne réussiront pas. Il faut encourager la National Sea et la Fishery Products à se débarrasser des étrangers qui pêchent à l'intérieur de la limite de 200 milles. Nous avons besoin d'un meilleur système de commercialisation pour les stocks sous-utilisés que nous n'avons pas pu commercialiser jusqu'à maintenant et que nous avons permis aux étrangers de pêcher.

Je sais que le ministre sera à Halifax ce soir, mais je ne sais pas pourquoi il y sera. J'espère qu'il y va pour rencontrer les pêcheurs qui occupent des bureaux dans les régions dont j'ai parlé. J'espère qu'il ira les rencontrer. Il aurait dû le faire il y a longtemps.

**M. Joseph Volpe (Eglinton—Lawrence):** Monsieur le Président, je m'oppose moi aussi au projet de loi permettant d'emprunter 25,5 milliards de dollars en vue de financer un budget qui, à mon avis, s'écarte radicalement des principes de bonne gestion financière et économique que le gouvernement a négligé de prendre en compte au cours des dernières années. Le gouvernement impose, par le truchement de ce budget et du programme économique qu'il propose pour l'exercice financier à venir, des changements au contrat économique et social qui a existé jusqu'ici entre le gouvernement et les Canadiens.

Il importe de se rappeler qu'il est question d'emprunter cette somme qui permettra d'exécuter un programme destiné à répondre aux besoins des Canadiens. Or, certains des principes appliqués par le gouvernement sont directement contraires aux intérêts et aux besoins des Canadiens.

Par exemple, parmi les principes de base que les conservateurs ont écartés depuis plusieurs années—certains diront qu'ils sont au pouvoir depuis beaucoup trop longtemps, mais ces propos sont sectaires et je ne veux pas me lancer dans une discussion là-dessus—, mentionnons celui de la capacité de tous les Canadiens de se déplacer d'une région à l'autre du Canada tout en continuant d'avoir accès aux services fournis par le gouvernement fédéral, peu importe l'endroit. Il est question ici de fournir les mêmes services à tous les Canadiens, peu importe la région où ils se trouvent.

### *Initiatives ministérielles*

Il est un autre principe, celui voulant que les Canadiens ont le droit de jouir des avantages conférés à tous les citoyens du Canada, quelle que soit leur région d'origine ou la région où ils choisissent d'habiter.

Enfin—et ce point n'est pas le dernier, mais je voudrais m'appesantir là-dessus—, les Canadiens ont le droit d'avoir un gouvernement qui accepte, en vertu de tous les principes démocratiques que nous respectons, d'agir de façon responsable et de rendre compte de ses actes.

Et qu'avons-nous au lieu de cela? Les politiques gouvernementales adoptées au cours des six dernières années ont donné lieu à un véritable assaut—et non pas à une simple attaque—, des programmes sociaux que les Canadiens ont acquis de dure lutte et qu'ils acceptent comme partie intégrante de la société canadienne. Je fais allusion ici au principe d'universalité des programmes sociaux.

Beaucoup de mes collègues ont parlé de la façon dont le gouvernement s'en est pris à ce que nous appelons les programmes sociaux universels, programmes que le parti au pouvoir avait qualifiés de dépôts sacrés durant les deux dernières campagnes électorales. Le gouvernement a sabré, et je dirais même presque malicieusement et méchamment, ces programmes au moyen des budgets qu'il a présentés.

Par exemple, nous pouvons parler de ce qui arrivera, selon ces principes, aux travailleurs qui, ayant cotisé avec leur employeur au régime d'assurance-chômage, pourraient s'attendre à recevoir des paiements de sécurité du revenu pendant les périodes difficiles. Ce n'est pourtant pas ce qu'ils souhaitent. Au contraire, ils se voient comme des gens qui contribuent au développement de notre économie et qui ont un rôle à jouer pour assurer l'avenir de notre pays. Toutefois, il arrive que le marché connaisse une baisse. Pour que ces travailleurs puissent bénéficier des cinq principes que j'ai énumérés il y a quelques instants, ils ont le droit de s'attendre à ce que leur gouvernement, qui avait participé à la mise sur pied du régime d'assurance-chômage, leur donnera aussi une forme quelconque d'aide financière qui leur permettra de rester dans leurs localités.

Comme ma collègue l'a signalé, les pêcheurs et les agriculteurs ont également le droit de rester dans leurs localités en pouvant compter sur une aide financière du gouvernement fédéral lorsqu'ils connaissent des difficultés. L'autre solution est trop insupportable. La seule autre possibilité pour eux serait de se déraciner, de plier bagage et de s'en aller ailleurs pour continuer ce proces-